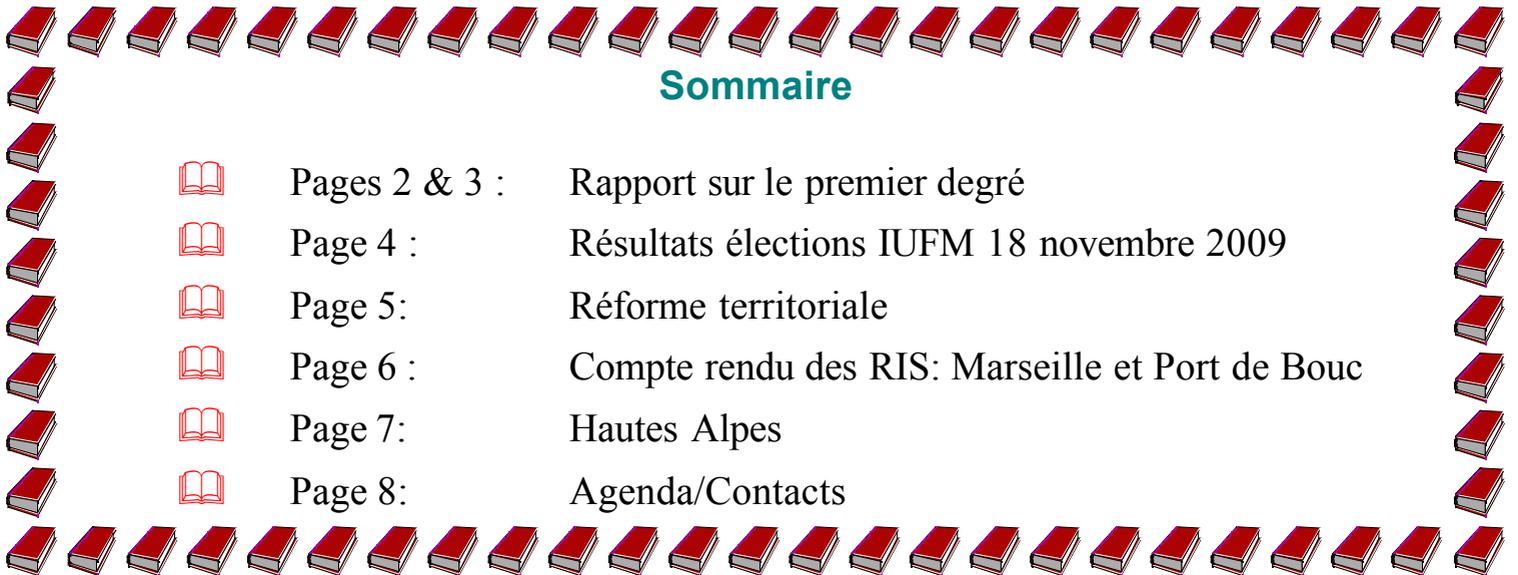


Décembre 2009



Sommaire

	Pages 2 & 3 :	Rapport sur le premier degré
	Page 4 :	Résultats élections IUFM 18 novembre 2009
	Page 5 :	Réforme territoriale
	Page 6 :	Compte rendu des RIS: Marseille et Port de Bouc
	Page 7 :	Hautes Alpes
	Page 8 :	Agenda/Contacts

Mathieu Do Duc



Rapport sur le 1er degré

CNU Batz sur Mer - 14-15-16 octobre 2009

Nous avons été reçus, il y a quelques semaines, par le conseiller social du ministre de l'éducation nationale.

Nous avons abordé différents points concernant les réformes dans le premier degré.

La semaine de 4 jours

Cette nouvelle organisation de la semaine, voulue par le président de la République, fatigue tout le monde : élèves et enseignants.

Le ministre a indiqué que c'était aux écoles de décider.

Nous demandons à ce que le MEN s'engage sur un cadrage national qui soit en accord avec les recherches en chronobiologie, chronopsychologie.

Réponse du conseiller : « Rien ne va changer, la situation est satisfaisante. Il faut juste faire attention à ce que toutes les parties soient en accord : mairie, école, parents ».

L'aide personnalisée, les RASED

Les résultats ne sont pas à la hauteur de l'investissement demandé aux personnels.

L'allongement de la journée scolaire (30 minutes) pour les élèves en difficulté ne les fait pas progresser, ou alors à la marge en termes de comportement.

Le ministère s'est appuyé sur cette nouvelle « prestation » pour amorcer la suppression des RASED.

Nous demandons à ce qu'une réflexion de fond soit menée sur l'aide personnalisée et qu'en l'état actuel une partie des 60 heures soit utilisée pour la « préparation ».

Nous revendiquons plus de maîtres que de classes et une réduction du temps de travail des enseignants.

Tous les réseaux d'aides doivent être complets, présents partout où il y a des besoins.

Nous sommes en désaccord avec le fait que chaque enseignant puisse être seul responsable désormais de la prévention des difficultés.

Réponse du conseiller : « Tout va très bien, la sédentarisation de certains postes va améliorer la remédiation. Les nouvelles circulaires sont très claires quant à la définition des postes. »

Les évaluations CM2/CE1

Nous regrettons que ces évaluations ne soient que des évaluations bilan.

Elles ne permettent pas la remédiation.

Elles ne sont qu'un outil de pilotage pour l'administration.

Nous sommes opposés au pilotage à outrance par l'évaluation.

Nous dénonçons la pertinence des items, le codage binaire, le calendrier et le fait que la direction générale ait été juge et partie : création des évaluations et traitement statistique (habituellement laissé à un département externe, la DEPP).

Réponse du conseiller : « Un effort sera fait quant au choix des items pour que ces évaluations puissent servir en classe (première réponse « positive » du conseiller...) ».



Jacqueline Salazar Martin

Rapport sur le 1er degré

Pas de changement du calendrier de passation : CM2 janvier, CE1 mai.

Droit syndical

Les réunions d'information syndicale sont mis à mal par le courrier du directeur général des ressources humaines de l'an dernier demandant à ce qu'elles aient lieu en dehors du temps présence élèves et des 60 heures.

Des inspections académiques vont même plus loin en jugeant certaines réunions pédagogiques obligatoires.

Nous demandons à ce que le droit syndical soit respecté, les textes n'ont pas changé.

Nous nous insurgeons contre cette attaque et demandons à ce que les pressions soient levées.

Réponse du conseiller : Pas de réponse...

EPEP

500 postes administratifs ont été budgétisés l'an dernier (plus de 300 cette année).

Que sont-ils devenus ?

Où en sont les EPEP ?

Réponse du conseiller : pas réponse à propos des postes, pas de date prévue pour une création obligatoire des EPEP.

La discussion a bien montré que le ministère ne comptait rien changer ou presque.

Pas de groupe de travail clairement prévu.

[...]

Nous devons construire ensemble nos revendications sur ces différents sujets et construire des actions.

Nous allons mener un enquête à propos des réunions d'informations syndicales afin de voir comment construire le rapport de force.

Je vous informe que la liste de discussion militante premier degré fonctionne bien.

Cette liste est destinée aux camarades militants.

Un autre liste de diffusion va se mettre en place concernant tous les syndiqués premier degré.

Nous allons organiser la récupération des adresses.

Nous sommes toujours preneurs des fichiers adresses mails des écoles, il en manque encore beaucoup, Yvon va vous en parler.

Le site de partage Agora fonctionne lui aussi, pour les membres du CNU, du pôle lycée et bientôt du pôle école.

En ce moment, nous sommes sollicités pour représenter la CGT Educ'action

au colloque de la FNAME (fédération des maîtres spécialisé E) à Dôle,

aux assises de la rééducation organisées par la FNAREN (fédération des maîtres rééducateurs G) à Saint Denis,

au colloque de la FNER (écoles rurales) à Clermont-Ferrand.

Nous sommes partie prenante du collectif « Pas de bébé à la consigne ».

Collectif intersyndical et associatif qui lutte contre les « Jardins d'éveil » et contre les nouvelles directives à venir concernant l'accueil des tout petits.

[...]

Des actions de ce type (Petite enfance), décentralisées, risquent de voir le jour sous l'impulsion des UD car la confédération est partie prenante.

Il y en a déjà une qui se monte à Nancy.

A souligner aussi le colloque CGT/FSU « Petite enfance » à venir en 2010 à Toulouse.

Quelques interventions de camarades

Ne pas oublier de dire que la semaine de 4 jours désorganise le travail des femmes (qui ont en charge fréquemment les enfants à la sortie de l'école).

Mener une action collective à propos des réunions d'informations syndicales.

De nombreuses demandes affluent concernant le premier degré : on a besoin de nous (de la CGT).

Organisation d'un colloque souffrance au travail, ciblé premier degré dans le Morbihan, (avril, mai 2010).

Mettre les finances au débat afin d'augmenter le nombre de participants au pôle national.

Une réflexion est menée par la CGT dans son ensemble autour d'un service public de la petite enfance. Le collectif « pas de Bébé à la consigne » plutôt défensif est maintenant passé en phase offensive (blocage du nouveau décret accueil petite enfance).

Besoin d'une action collective RIS, d'une action collective pour maintenir un temps de préparation pour l'aide personnalisée. Travailler sur la réduction du temps de travail, 18h présence élèves pour les enseignants du premier degré aussi.

Présence confédérale sur le sujet petite enfance, action à venir à Nancy. Les UD vont interpeller les SDEN.

Plutôt que de se déclarer résistants, on fait de la résistance passive, on joue au chat et à la souris. La hiérarchie devient de plus en plus autoritaire. Les RASSED ont été dégarnis.

Faire vivre la charte des désobéisseurs, inciter à ne pas désobéir seul.

Quelle action contre base élèves ?

Relancer le débat sur les rythmes scolaires.

Conclusion

Les revendications sont à bâtir ensemble.

[...]

Faites-nous remonter toutes les actions que vous menez.

Sur l'aide personnalisée la partie temps de préparation doit être maintenue.

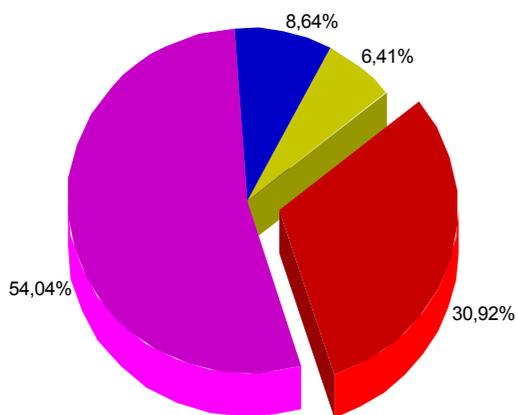
Nous allons mener une enquête sur la façon dont les RIS sont organisées dans les départements.

Nous devons créer le rapport de force qui peut nous permettre de gagner sur nos revendications.

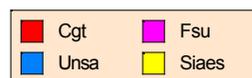
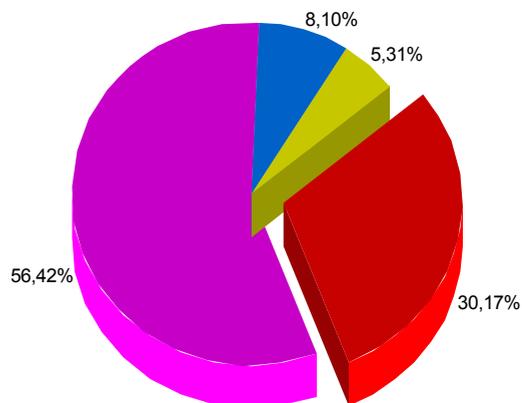
Luc Briatte

Cpve	Voix	Sièges	%		
Cgt	108	2	30,17	% votants	11,43
Fsu	202	3	56,42		
Unsa	29	1	8,10		
Siaes	19		5,31		

Conseil d'école



CPVE

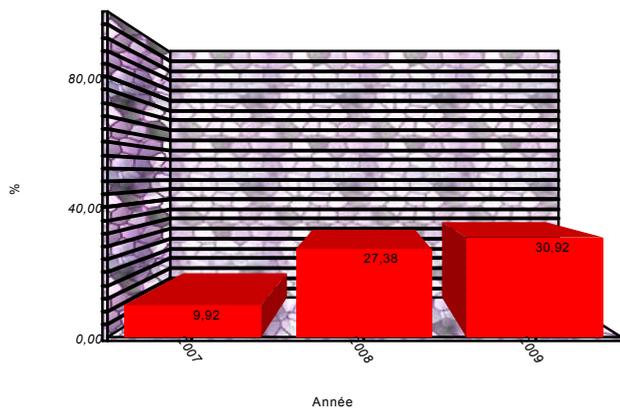


C. école	Voix	Sièges	%		
Cgt	111	1	30,92	% votants	11,46
Fsu	194	2	54,04		
Unsa	31	1	8,64		
Siaes	23		6,41		

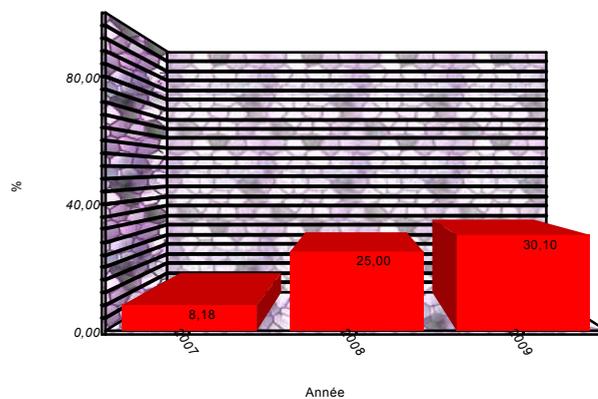
Evolution du vote CGT à l'IUFM

CPVE	2007	2008	2009
	8,18	25,00	30,10

CPVE



CPVE



CE	2007	2008	2009
	9,92	27,38	30,92



Réforme territoriale : Non au recul du service public ! Oui au développement solidaire des territoires !

Le 18 novembre prochain, Brice Hortefeux, ministre de l'Intérieur et des Collectivités territoriales, viendra présenter le projet gouvernemental de réforme des collectivités aux participants du 92ème congrès des Maires de France.

Pour nos organisations, ce projet est lourd de menaces pour la Fonction publique, notamment dans son versant territorial, et ses missions.

En concentrant moyens et lieux de décisions sur les échelons régionaux, intercommunaux et métropolitains, la réforme est porteuse d'importants reculs du service public dans les territoires ruraux et les

zones urbaines en difficulté. Le projet de réforme de la taxe professionnelle, corollaire financier du projet de réforme territoriale, conduit à rompre le lien indispensable entre territoire et entreprise.

Il constitue un nouveau cadeau financier au patronat, au détriment des ménages.

Cette réforme, couplée aux décisions gouvernementales de restriction des dotations de l'État aux collectivités, conduit à un étranglement financier de ces dernières, et donc à la réduction des moyens consacrés au service et à l'emploi publics. Le gouvernement cherche ainsi à encourager l'externalisation des mis-

sions. Les attaques récentes et celles annoncées contre le Statut des agents de la Fonction publique, socle fondamental assurant la neutralité des agents et qui est avant tout une garantie pour les citoyens d'une Fonction publique au service de l'intérêt général, participent de la vaste offensive du gouvernement. Cette attaque, encouragée par le patronat, vise à livrer les missions publiques au marché.

Pour nos organisations, une réforme solidaire de la fiscalité locale est nécessaire pour corriger les inégalités de ressources entre collectivités. Le développement des garanties statutaires et celui de l'emploi public sont les conditions d'un service public égalitaire rendu aux usagers sur l'ensemble du territoire.

Pour combattre cette remise en cause historique d'un des piliers du pacte républicain, nos organisations appellent le 18 novembre au matin à un rassemblement national à Paris devant le Congrès des Maires de France Porte de Versailles.

A cette occasion, nos organisations interpellent Brice Hortefeux et sensibiliseront les maires sur notre exigence commune de choix de progrès pour le développement du service public et de la Fonction publique.

Le 13 novembre 2009

Compte rendu des Ris de Marseille et Port de Bouc

1er décembre 2009 à Marseille, Bourse B. Frachon,
23 bd Nedelec 13003 Marseille

A noter la tenue d'une réunion de listes complémentaires dans la salle 21 en même temps: 23 listes complémentaires attendent toujours le déblocage de leur situation, l'administration tardant à régulariser leur situation mais les appelant pour des stages en responsabilité (listing de personnes admissibles années 2008 et 2009), par ailleurs curieusement mieux payés à l'heure que les titulaires (amorce de privatisation des remplacements en faisant miroiter des salaires plus élevés mais ne menant pas à un déroulement de carrière décent). Actuellement, ils n'ont droit à rien d'écrit: dates lieux, départements ... ?

Questions soulevées lors de cette Ris: postes T2 en zep: est il possible d'obtenir au moins la pérennité du poste dans ces cas ?

Lassitude et découragement de certains collègues ne voyant pas de perspective de réussite des actions ponctuelles d'un jour -y compris celles donnant lieu à des manifestations importantes: janvier et mars l'an dernier- et qui sont demandeurs d'une action plus dure.

Mais les gens suivront ils ?

La décision a été prise de multiplier les réunions sur Marseille pour ressouder les liens entre enseignants et notamment les militants CGT, pour relancer le débat et réorganiser le pôle Marseillais. (au moins une par période entre deux vacances).

2 décembre 2009 à l'UL de Port de Bouc, rue de la République.

Mêmes problèmes rencontrés par les « T2 » notamment en postes fractionnés s'ajoutant aux difficultés propres de leur rôle (partage des matières souvent imposé par le maître titulaire ou l'emploi du temps de celui ci , déplacements, difficulté à se sentir investi par une classe qui n'est pas la sienne). La participation aux réunions des écoles et le suivi des élèves est parfois difficile à organiser dans le cas de ces postes fractionnés.

Ces postes fractionnés ne permettant pas de s'investir totalement dans cette entrée dans le métier mais renforcent parfois dans le désir de se battre pour la suite.

Problème des Clis et postes Rased avec un découpage souvent fait au gré de l'administration sans réelle clarté.

Pédagogie formatée: théorie à l'IUFM, formation des T1 et T2 qui suit cette théorie mais manque de pratique: les nouvelles réformes de la formation ne pourront qu'accroître ses défauts.

Problème aussi des collègues ayant passé le concours dans le département mais venant d'un autre département et voulant retourner dans leur département d'origine ce qui n'est pas toujours facile.

Avenir de l'école à travers les futures EPEP : comment seront gérées les écoles quand les mairies seront quasi majoritaires dans le conseil d'administration ?

Compression des personnels de remplacement: quand il y a des urgences de remplacement suite au manque de remplacements courts on se trouve avec des classes sans maîtres: la gestion des personnels au minimum commence à se payer.

Prévision des futures Ris : proposition faite de les organiser le soir à 17H dans une UL après une tournée des écoles de la ville.

Jacques Candas



Mathieu Do Duc

Calculette quand tu les tiens !

20 suppressions d'emplois d'enseignants du premier degré en septembre 2009 (8 dans l'enseignement pré élémentaire et élémentaire, 10 dans l'enseignement spécialisé, 2 remplaçants ZIL) pour 12 implantations. Ces mesures ont bien évidemment conduit à une augmentation du nombre d'élève dans de nombreuses classes avec des pics à +7.

Dans le second degré deux nouveaux collèges ont vu le jour à cette rentrée : en sur effectifs dès leur ouverture avec des 5èmes et des 4èmes à 31. Plus de la moitié des classes de 6ème entre 27 et 30 ! Sans oublier au lycée le maintien de classe à plus de 35 élèves.

Dans l'enseignement professionnel la réforme porte ses fruits : dans nos salles des profs, des ombres passent, tiens ma collègue contractuelle qui cette année n'a pas retrouvé son emploi. Au terme de cette réforme en 2012 les capacités d'accueil de nos LP auront reculé de 63 places avec l'impact que l'on peut imaginer sur l'emploi.

Il s'agit d'adapter l'offre à la demande déclare l'inspecteur d'académie des Hautes Alpes. Sauf que l'école n'est pas une marchandise, pas plus que tout autre service public, répond la CGT Educ'action 05. Le combat continue !

Réunions d'information syndicale Novembre-Décembre 2009

Réunions d'information syndicale	Gardanne	Port de Bouc	Marseille
04/12/09			17-20H Bourse B. Frachon, bd Nedelec
02/12/09		9-12H Bourse du travail, Rue de la République	
09/12/09	9-12H Ecole G. Brassens, Av des Aires		



Jacqueline Salazar Martin

Photos:

Mathieu Do Duc
Jacqueline Salazar Martin

Pour plus d'information

Site CGT Educ'action Aix Marseille:
<http://cgteducaix.ouvaton.org/>:

Nous contacter: sdencgt13@wanadoo.fr
ursden.aixmille@wanadoo.fr

☎ 04 91 62 74 30

premier degré: djpcandas@aol.com

☎ 04 42 40 09 29 ; 06 32 77 65 74

La CGT Educ'action sur Gardanne :

Aline Fabre : ☎ 06.62.78.99.13

Natacha Bérard : ☎ 06.11.03.01.65

sur Arles :

Hélène Nicolas: ☎ 06.14.79.20.42

sur le vaucluse (84) :

Philippe Ferreira ☎ 06.71.06.93.30

sur les hautes Alpes (05) :

Christelle Garcia Delcourt @

christelle.garciadelcourt@wanadoo.fr

N'hésitez pas à nous envoyer des informations, articles sur le premier degré

Je souhaite :

- prendre contact
- me syndiquer

Nom (Mme, Melle, M.).....

Prénom

Adresse personnelle

Code postal Ville.....

Tél. e-mail.....

Corps

Codepostal.....

Ville.....

CGT FERC Educ' Action - Bourse Benoît Frachon, 23 bd Nedelec,
13003 Marseille - Tél. : 04.91.62.74.30 - fax: 04 91 08 91 42

e-mail : ursden.aixmille@wanadoo.fr - sdencgt13@wanadoo.fr

site: <http://cgteducaix.ouvaton.org/>

Permanences à l'IUFM :

BOURSE DU TRAVAIL CGT Aix-Provence

04 42 23 29 76 : tous les mardis de 17h00 à 19h00

SITE CANEBIERE : tous les mardis de 11h30 à 13h00

SITE AIX : les mercredis de 11h45 à 13h30

les jeudis de 12h30 à 14h00

SITE AVIGNON : les premiers jeudis de chaque mois de 11h00 à 13h00

SITE DIGNE : les troisièmes jeudis de chaque mois de 11h00 à 13h00

Contacts :

AIX

Joël Galiay: joel.galiay@wanadoo.fr

MARSEILLE:

Emmanuel Arvois: manu-deux@wanadoo.fr

Christian Zariquiegui: Christianzariquiegui@wanadoo.fr

MARSEILLE, AVIGNON, DIGNE:

Jacques Candas: djpcandas@aol.com (premier degré)

Agenda CGT

5 décembre:

Protection sociale, service public hospitalier en danger:

Rassemblement à 10 heures, Entrée principale de l'Hôpital Nord



Mathieu Do Duc